

Monsieur l'Orateur, à plusieurs reprises, j'ai répété ce qui suit: si une guerre éclatait demain matin, les 250,000 chômeurs qui sont âgés de moins de 25 ans et les 1,400,000 étudiants qui se cherchent actuellement un emploi d'été, soit 1,650,000 jeunes, seraient tous, sans exception, enrôlés dans l'armée, vêtus, nourris, logés et payés, pour faire la guerre, pour détruire. N'importe où au monde, on trouverait les fonds nécessaires; le ministre des Finances (M. Turner) et le secrétaire d'État ne pourraient dire qu'on manque d'argent.

En cas d'urgence nationale, nous aurions recours à toute la jeunesse, sans exception, pour faire la guerre, mais quand il s'agit de développer notre pays, de bâtir quelque chose, et non pas de détruire, d'aider à façonner l'avenir du Canada, le ministre répond: Nous n'avons pas d'argent. Certains citoyens «tripotent» et «pataugent» là-dedans. Les organes d'information trouvent cela normal. Le ministre a dit qu'il n'y avait pas d'argent; alors, il n'y en a pas. Pourquoi n'y en a-t-il pas en temps de paix, et en trouvons-nous en temps de guerre? Cela est miraculeux, c'est quelque chose qu'on ne peut comprendre, c'est un vrai mystère!

Monsieur l'Orateur, heureusement, plusieurs jeunes, aujourd'hui, commencent à comprendre qu'on s'est joué d'eux et qu'on continue à le faire.

Je me souviens qu'à l'époque de la seconde guerre mondiale, alors que j'avais 20 ou 22 ans, un grand nombre de jeunes ne voulaient pas s'enrôler dans l'Armée. Pendant 25 ans, le parti libéral avait proclamé que jamais, sous une administration libérale, on ne connaîtrait une autre guerre nécessitant la circonscription. Lorsque la guerre éclata, en 1939, le maire de Montréal conseilla aux jeunes de ne pas s'enrôler ou de ne pas aller s'inscrire. On l'a enfermé dans un camp de concentration pendant cinq ans. Il y est resté cinq ans, pas comme Pépin, Laberge et Charbonneau qui sont sortis de prison après sept jours, et qui avaient demandé que l'on désobéisse à la loi. Aujourd'hui, c'est changé. Mais à cette époque, il était difficile de sortir de prison.

Les gens de mon âge, en 1939, sortaient de la crise économique qui a sévi entre 1929 et 1939. Nous avions beau sortir de collèges comme celui de Limbour, où j'ai étudié, de celui de Victoriaville ou de ceux de Montréal, ou même de l'université, et ce avec des diplômes plein nos poches, il n'y avait pas d'emplois, car c'était la crise économique. Mais dès que la guerre a éclaté, le 1^{er} septembre 1939, comme par enchantement, le gouvernement libéral de l'époque disait le lendemain: Venez tout de suite, nous avons trouvé de l'argent. La guerre vient d'éclater. Alors, on était prêt à nous fournir tout ce dont nous avions besoin pour la guerre.

La même chose se répète aujourd'hui. Nous sommes en temps de paix bien sûr, mais c'est, pour les jeunes, une crise économique même pire que celle que nous avons connue autrefois, car en 1934-1935, nous nous contentions de bien moins qu'aujourd'hui. De nos jours, il y a tellement de produits et de divertissements de toutes sortes à la portée des jeunes, qu'ils ne sont plus du tout dans le même contexte que celui où nous nous trouvions.

Prenons le cas d'un jeune homme ou d'une jeune fille de 20 ans qui fréquente aujourd'hui l'université ou un Cégep, et occupe un emploi dans une usine ou un bureau. En fin de semaine, ils sont encore obligés de dire à leur père: Papa, comme je travaille, ne pourrais-tu pas me prêter \$10 ou \$5 pour la fin de semaine? Si le père a cinq ou six autres enfants et que son revenu est déjà insuffisant, le

[M. Caouette.]

jeune de 20 ans comprend. Il connaît la situation de la famille; il ne se révolte pas contre sa famille, mais contre la société qui empêche les gens de vivre convenablement.

Au lieu de blâmer le système social qui n'accepte pas l'intégration des jeunes, on les traite de sans-cœur ou de petits mal élevés. On est porté à blâmer notre jeunesse en général. Au fait, dès qu'un petit groupe se soulève, on est tout de suite prêt à écraser toute la jeunesse pour sauvegarder le système, le régime de finance. On n'entend personne s'élever ici contre la finance, qui est très facilement disponible en temps de guerre et qui ne peut pas l'être en temps de paix.

Monsieur l'Orateur, tout le monde sait—aussi bien les jeunes que les députés—que rien ne se fait encore au Canada, au point de vue développement de nos ressources naturelles. Regardons dans le Nord, regardons partout dans nos provinces. Il y a des choses innombrables à faire, mais parce que nous n'avons pas d'argent, nous ne faisons rien.

Je pense particulièrement aux routes actuellement, notamment la route n° 8, qui relie Hull à Montréal, et dont on promet l'élargissement depuis 40 ans, et qu'on promet encore pour la prochaine élection. On se contente, en temps d'élection, de planter le long de la route de petits piquets portant des numéros, ce qui fait croire aux électeurs que la route sera construite. Le lendemain de l'élection, on enlève tous les petits piquets et on les range jusqu'à la prochaine élection, et la route reste exactement au même point où elle était . . .

Une voix: On va les installer ailleurs!

M. Caouette: Oui, on va les installer ailleurs, au cas où il y aurait une élection partielle.

Une voix: Vous courez après . . .

M. Caouette: Du côté de l'Ontario, c'est la même chose.

Aujourd'hui, nous avons une bonne route à partir de la frontière est de l'Ontario jusqu'à Montréal. Mais dans la région ontarienne sise en deçà de cette frontière, s'étendant jusqu'à Ottawa, et où il y a une circulation très dense, nous avons une petite route à deux voies permettant tout au plus à deux voitures de se croiser. Pourquoi ne construit-on pas une route à quatre voies, et employer des jeunes pour le faire? Cela créerait des emplois dans les usines d'asphalte, assurerait des emplois aux camionneurs, bref, cela créerait des emplois partout. Il y a ainsi des routes à faire à la grandeur du Canada.

Dans un autre domaine, comme celui de la santé, il y aurait bien des choses à faire: l'utilisation, par exemple, des étudiantes-infirmières et des étudiants en médecine, où il y a des possibilités d'utiliser ces capacités, ces talents. Si l'on y mettait les fonds nécessaires, dans tous les domaines de l'activité économique et sociale de notre pays, il y aurait des possibilités immenses.

Au point de vue international, c'est la même chose. J'étais au Cameroun pour Pâques. Monsieur l'Orateur, j'ai remarqué là-bas qu'en y envoyant des techniciens pour former les gens à diverses tâches, on perd son temps, car ils ne veulent rien apprendre. Ce dont on a besoin dans ces pays, c'est d'animateurs sociaux pour faire prendre conscience à ces gens de leur situation. Il y a 100 ans que nous consacrons des sommes fantastiques pour aider ces gens. Ils n'ont pas encore compris pourquoi, car leur éducation n'est pas orientée dans ce sens-là. Par conséquent, ce sont des éducateurs qu'il faut y envoyer.